Le système coopératif dans les régions de montagne : un outil de gouvernance pour les petites entreprises

Préface

Thomas Streifeneder

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rga/2784>

DOI : 10.4000/rga.2784

ISSN : 1760-7426

Cet article est une traduction de :

Cooperative Systems in Mountain Regions: A Governance Instrument for Smallholder Entrepreneurs -

URL : <https://journals.openedition.org/rga/2783> [en]

Éditeur :

Association pour la diffusion de la recherche alpine, UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Référence électronique

Thomas Streifeneder, « Le système coopératif dans les régions de montagne : un outil de gouvernance pour les petites entreprises », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 103-1 | 2015, mis en ligne le 28 mai 2015, consulté le 08 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rga/2784> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.2784>

Ce document a été généré automatiquement le 8 décembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Le système coopératif dans les régions de montagne : un outil de gouvernance pour les petites entreprises

Préface

Thomas Streifeneder

- 1 Pour la première fois, la *Revue de géographie alpine* publie un numéro portant sur les systèmes coopératifs, leur rôle, leur pertinence, leurs processus opérationnels et leurs capacités de résilience dans les zones de montagne d'Europe et d'Afrique. Les six articles de ce numéro illustrent les effets et le fonctionnement, actuels et passés, de coopératives rurales et agricoles agissant dans différents secteurs et zones géographiques. Leurs auteurs expliquent de quelle manière le capital social et territorial influe sur le développement des coopératives, quelles sont les interrelations entre les acteurs et quels sont les effets des coopératives à la fois sur l'économie des entreprises membres et sur la socioéconomie régionale. Dans cette exploration de toute la gamme d'enjeux, de développements et de stratégies d'adaptation que doivent affronter les systèmes coopératifs, le lecteur peut mieux comprendre combien ces éléments sont tributaires des conditions locales et régionales. Les articles fournissent ainsi un cadre global de la situation actuelle des différents types de coopératives rurales et agricoles, qui sont aujourd'hui encore les plus répandues.
- 2 Dans le cadre de l'Année internationale des coopératives (AIC), en 2012, les coopératives ont été reconnues comme étant l'une des structures organisationnelles démocratiques qui contribuent de manière significative à la croissance du capital social, à l'intégration sociale, à la création d'emplois, à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté. Dans de nombreuses régions de montagne, les coopératives sont même une pierre angulaire de l'économie régionale, car elles favorisent, pour les petits entrepreneurs, l'accès au marché et la disponibilité d'un soutien logistique. Dans une situation de crise économique telle que celle que le monde connaît actuellement,

cet outil semble bénéficier d'une plus grande attention, notamment du fait que les systèmes coopératifs se sont révélés être des structures relativement résilientes (Borzaga & Galera, 2012). Pour autant, les organisations coopératives sont aussi des structures fragiles, tributaires de l'accord et de l'engagement mutuel de leurs différents membres. Du fait qu'elles tendent à faire reposer la capacité à vendre des produits régionaux, sur une organisation établie, dans le but d'assurer aux agriculteurs des retours plus consistants et moins aléatoires (Bardsley & Bardsley, 2014¹), elles peuvent entraver l'accès de leurs membres à des voies et à des parcours de développement alternatifs. Néanmoins, les coopératives peuvent aussi jouer un rôle important au sein de modèles sociétaux alternatifs (par exemple, les approches liées au bien-être commun et à l'économie post-croissance) axés sur un processus durable de transformation sociale, susceptible de répondre aux crises économiques et à la mondialisation. La mise en place d'une transformation de ce genre exige de nouveaux types de gouvernance et, en cela, les coopératives sont en mesure d'offrir de nombreuses expériences positives.

- 3 Le secteur agricole « devient de plus en plus complexe sur le plan technologique, plus axé sur le marché et plus intégré à l'échelle mondiale ; simultanément, les courants de migration et la variabilité du climat modifient le paysage rural, dans tout le monde en développement. Ces pressions posent des défis à tous les producteurs agricoles, mais leur offrent aussi des occasions à saisir » (FAO, 2011²). Parmi les autres défis majeurs, mentionnons le changement climatique, l'absence de services financiers adaptés, l'absence d'accès à la commercialisation et au marché et les coûts élevés des transactions (FAO, 2014a ; Bernard & Spielman, 2009). L'interconnexion de ces forces à l'échelon global et local ne laisse aux petits exploitants d'autre choix que de chercher des stratégies durables et viables pour assurer la survie de leur entreprise.
- 4 Dans les environnements propices, il est possible, par l'entremise de collectifs et de coopératives d'agriculteurs, d'accroître le potentiel entrepreneurial et la compétitivité, sur le marché local et planétaire, des micro- et petites exploitations. Les organisations rurales de producteurs représentent en ce sens un outil efficace dans la mesure où elles peuvent aider les petits exploitants à regrouper leurs excédents de production, à réaliser des économies d'échelle en termes de marketing et à négocier de meilleures conditions commerciales au sein du marché (Bernard & Spielman, 2009³). Les coopératives contribuent à maximiser la part de valeur ajoutée de leurs membres, à augmenter les niveaux des prix et à réduire la volatilité de ces derniers (Bijman *et al.*, 2012). En général, les coopératives achètent les produits à des prix intéressants parce qu'elles réussissent souvent à s'assurer des prix de marché significativement plus élevés. Ainsi, les coopératives rurales aident les agriculteurs à affronter les défis qui se posent à eux, tout en améliorant le positionnement, les performances économiques et la viabilité de leurs membres (Pèes, 2013). Elles aident les petits exploitants à mieux maîtriser l'extrême volatilité des marchés agricoles et à renforcer leur position au sein de la chaîne alimentaire en concentrant la production des différents membres (Pèes, 2013). Elles favorisent la formation de réseaux ruraux et renforcent les valeurs culturelles afin de préserver l'identité locale (Bardsley & Bardsley, 2014).
- 5 Les organisations de commerce équitable, comme la coopérative italienne CTM (*Cooperativa Terzo Mondo*), et les structures coopératives de la région du Tyrol du Sud (Italie) constituent un exemple intéressant dans ce contexte. Avec des exploitations moyennes de 2 à 3 ha chacun, les pomiculteurs du Tyrol du Sud, organisés en

coopérative, assurent plus de 10 % de la production européenne de pommes et interviennent sur les marchés internationaux. Un réseau régional d'innovation et de connaissance, le Linsa (Learning and Innovation Network for Sustainable Agriculture), et un système coopératif bien implanté ont favorisé la commercialisation mondiale de ces produits, par un regroupement de l'offre (FAO, 2014b). Dans de nombreux pays d'Europe, d'Afrique et d'Asie, les coopératives se chargent de l'approvisionnement en matériel agricole tel que fertilisants, pesticides et graines, mais aussi des opérations liées à la commercialisation des marchandises (collecte, conditionnement, livraison et vente des produits fournis par leurs membres) ; de plus, elles accordent des prêts aux entreprises et offrent à leurs membres des services de formation et de consultance, les aidant éventuellement à gérer et administrer leur exploitation. Les membres sont régulièrement informés de l'évolution des marchés et bénéficient d'aides pour mettre en place des investissements technologiques de grande envergure qui seraient hors de portée des exploitations individuelles.

- 6 Toutefois, il existe de nombreuses mesures de soutien dont l'impact reste assez flou (Bijman *et al.*, 2012). D'après ces auteurs, les coopératives et autres organisations de producteurs connaissent des incertitudes juridiques en matière de droit de la concurrence et doivent faire face à des coûts élevés liés à la charge de la preuve ; l'accès à plus de professionnalisme permettrait de mieux se positionner au sein des circuits alimentaires ; les mécanismes régulateurs pourraient être améliorés, par exemple en mettant en place des comités de contrôle. D'après le Panel de Montpellier (Montpellier Panel Report, 2014), il est fondamental, notamment dans les pays moins développés, de comprendre que des chaînes de valeurs convenablement conçues et promues sont en mesure d'ajouter à la valeur des petites exploitations agricoles, tout en réduisant leurs risques et en améliorant leur résilience. En dernier lieu, il s'impose d'effectuer un supplément de recherche pour mieux comprendre dans quelle mesure l'appartenance à une coopérative, en soi porteuse d'avantages, peut également entraver l'évolution de l'innovation et des productions alternatives.
- 7 Les auteurs de ce numéro ont étudié différentes coopératives agricoles ou rurales, selon diverses méthodologies. Daniel Ricard s'est concentré sur les processus, structures et forces en jeu au niveau des « *Coopératives laitières des montagnes françaises* », en basant son propos sur une approche d'histoire évolutive et en étudiant les stratégies passées et actuelles de spécialisation qui ont permis aux exploitations laitières, malgré les difficultés croissantes des conditions-cadres socioéconomique, d'être résilientes et de se maintenir en place ; à cet effet, il s'est appuyé sur des informations scientifiques de seconde main et sur la presse spécialisée, associées à des données empiriques d'entreprise. La contribution d'Alain Mélo « *Fruitières comtoises - De l'association de voisins au district agro-industriel : une histoire montagnarde ?* », présente une évaluation historique du développement organisationnel et entrepreneurial de la coopération fromagère en Franche-Comté. Alain Mélo analyse les étapes importantes et les facteurs internes et externes de l'évolution de ce système, et comment il a été transféré et mis en œuvre dans d'autres régions. En comparant l'expérience des fruitières avec celles d'autres zones de montagne, il souligne les éléments clés qui ont été à l'origine de ce genre de forme socioéconomique de coopération. Sur la base de deux cas d'étude du nord des Alpes françaises, Françoise Alavoine-Mornas and Sophie Madelrieux posent la question : « *Coopératives laitières : facteurs de maintien de l'élevage laitier en montagne ?* ». L'approche qualitative adoptée, basée sur des interviews, met au jour les interrelations entre les coopératives, les fermiers et le territoire. Les auteurs y présentent des

éléments permettant d'éclairer les opportunités et défis que connaissent les coopératives laitières dans les Alpes françaises. Dans le cadre d'une enquête comparative, Étienne Delay, Marius Chevallier, Éric Rouvellac et Fabio Zottele ont analysé « *Les effets de deux systèmes de coopératives vinicoles en France et en Italie sur les facteurs socioéconomiques et les paysages dans les zones de montagne* », en appliquant un système multi-agent pour comprendre les actions et interrelations des acteurs impliqués et en mesurant l'impact des coopératives sur la région. Quant à l'article de Michel Lompech, « *Les coopératives de montagne en Slovaquie* », dans le contexte de la période post-socialiste, il montre combien les processus historiques sont eux aussi importants. Son enquête sur les facteurs de succès, les moteurs et les impacts dus aux dynamiques politiques étudie l'influence des aspects spécifiquement liés à la montagne. Enfin, les hautes terres de l'Ouest-Cameroun représentent la zone d'investigation d'Albert Jiotsa, Timothy Musima Okia et Henri Yambene. Dans leur article « *Mouvements coopératifs dans les hautes terres de l'Ouest-Cameroun* », ils décrivent des facteurs et stratégies d'adaptabilité innovants que les coopératives ont utilisés avec succès au fil du temps et qu'ils ont pu nous dévoiler par le biais d'une méthodologie de recherche participative.

- 8 La lecture des articles de ce numéro consacré aux coopératives en zone de montagne permet principalement de cerner les thèses, hypothèses et futures exigences de recherche suivantes :

- Les coopératives sont un facteur dominant de maintien des petites exploitations agricoles et contribuent ainsi à préserver le paysage, assurant l'intégration sociale et un revenu stable. Si cela vient confirmer certaines études précédentes citées plus haut, cette corrélation positive n'est pas applicable à tous les cas d'étude présentés. Ainsi voit-on que l'efficacité des coopératives est liée à des conditions-cadres et à des mesures opérationnelles, locales et régionales, bien spécifiques. Des études futures seront peut-être en mesure d'approfondir les interrelations entre les facteurs internes et externes, définissant ainsi un environnement durable propice de coopératives dans les zones de montagne. En l'état, seules des données sur des facteurs de réussite permettront de mieux comprendre si (et comment) le système coopératif est susceptible de stopper à l'avenir l'abandon des exploitations agricoles.
- Contrairement à ce qui se passe pour d'autres types de coopératives, il n'existe pas, en matière de « *coopératives de montagne* », de modèle précis, avec ses caractéristiques organisationnelles ou opérationnelles propres : de par leur environnement socioéconomique, ces coopératives sont en effet très différentes les unes des autres. Toutefois, certains facteurs permettent de les classer comme des coopératives de montagne : leur implantation dans un environnement montagneux ; le fait qu'elles produisent ou traitent des produits de montagne typiques ; le fait que leurs membres sont de petits exploitants. Par conséquent, le succès, la compétitivité et l'échec des coopératives dépendent non pas de leur lieu d'implantation ou de leurs produits, mais (comme c'est aussi le cas pour d'autres structures organisationnelles et entreprises) de leurs stratégies innovantes en matière de qualité et de leur professionnalisme.

- 9 Les exemples présentés portent essentiellement sur les coopératives rurales et agricoles, dont l'importance en termes socioéconomiques et culturels dans les régions de montagne n'est plus à démontrer. Mais il existe également d'autres formes de coopératives (pensons par exemple aux coopératives de communautés – *cooperative di comunità* – qui assurent des services publics dans les zones éloignées, ou encore aux coopératives sociales) qui sont et continueront à être des agents importants en termes

d'habitabilité future des zones de montagne. On ne sait que peu de choses sur ces coopératives et sur leur fonctionnement, sur leur impact et leurs liens avec les régions de montagne isolées. Aussi les recherches futures devront-elles se pencher sur ces aspects, ainsi que sur d'autres formes d'actions coopératives et collectives, afin de voir quelle démarches d'adaptation celles-ci mettent en place pour affronter et influencer durablement sur les exigences et défis de la transition socioécologique.

BIBLIOGRAPHIE

BARDSLEY DK., BARDSLEY AM., 2014.– Organising for socio-ecological resilience: “The roles of the mountain farmer cooperative Genossenschaft Gran Alpin in Graubünden”, Switzerland. *Ecological Economics* (98), pp. 11-21.

BERNARD T., SPIELMAN D.J., 2009 – “Reaching the rural poor through rural producer organisations? A study of agricultural marketing cooperatives in Ethiopia”. *Food Policy* (34) pp. 60-69

BIJMAN J., ILIOPOULOS C., POPPE K., GIJSELINCKX C., HAGEDORN K., HANISCH M., HENDRIKSE G., KÜHL R., OLLILA P., PYYKKÖNEN P., v.d. SANGEN G., 2012.– “Support for Farmers’ cooperatives”, final report, commissioned by the European Commission, Wageningen.

BORZAGA C. , GALERA G. (editors), 2012.– “Promoting the understanding of cooperatives”. Euricse’s contribution to the International Year of Cooperatives; Trento.

FOOD and AGRICULTURE ORGANISATION (FAO), 2010/2011.– State of food and agriculture. “Women in agriculture - Closing the gender gap for development” speaks about the “gender-gap”, p. 3.

FAO, 2014a .– “Towards stronger Family Farms, Voices in the International Year of Family Farming.”

FAO, 2014a .– “Occasional papers on Innovation in Family Farming – Apple-producing family farms in South Tyrol: An agriculture innovation case study”. Rome.

MONTPELLIER PANEL REPORT, 2014.– “Agriculture for impact, small and growing: Entrepreneurship in African Agriculture.”

PÈES C., (2013) .– “Family farming: A dialogue towards more sustainable and resilient farming in Europe and the world”.

NOTES

1. Bardsley & Bardsley, 2014. p.17.
2. FAO, 2011, p. 3.
3. Bernard & Spielman, 2009. p. 60.

AUTEUR

THOMAS STREIFENEDER

Responsable de l'Institut for Regional Development and Location Management, EURAC Research.
thomas.streifeneder@eurac.edu